

**Accord interprofessionnel**  
**PLAN ÉPARGNE INTERENTREPRISES**  
**DU VAL-D'OISE**  
**(22 janvier 2007)**

AVENANT DU 21 NOVEMBRE 2007  
À L'ACCORD INTERPROFESSIONNEL DU 22 JANVIER 2007  
PORTANT CRÉATION D'UN PEI  
NOR : ASET0751266M

Entre :

La confédération générale des PME-PMI du Val-d'Oise,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent avenant modifie l'accord du 22 janvier 2007 comme suit :

1. « 4. Obligation de l'entreprise adhérente au PEI »

Le premier paragraphe intitulé « Adhésion » est rédigé comme suit :

« L'adhésion de l'entreprise au PEI fera l'objet d'un avis conforme des délégués du personnel ou du comité d'entreprise s'il existe, à défaut une note d'information à destination du personnel sera publiée. Au moment de son embauche chaque salarié sera informé de l'existence du PEI de l'entreprise » doit être interprété comme visant l'adhésion directe avec un droit de veto des délégués du personnel ou du comité d'entreprise conformément aux dispositions légales en vigueur (art. L. 443-1 et L. 443-1-1 du code du travail). »

2. « 10.1. Nature des sommes susceptibles d'être versées »

Le premier paragraphe intitulé « Versement volontaire » est modifié et désormais rédigé comme suit :

« Versement volontaire : les versements annuels d'un salarié ou d'un dirigeant tel que visé à l'article 5 du présent accord aux plans d'épargne auxquels il participe ne peuvent excéder 1/4 de sa rémunération annuelle ou de

son revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente. Pour les salariés, il y a lieu de considérer que la rémunération doit être appréciée par rapport au salaire effectivement perçu l'année précédente. Pour le conjoint du chef d'entreprise mentionné au même alinéa et pour le salarié dont le contrat de travail est suspendu, qui n'ont perçu aucune rémunération au titre de l'année précédente, ils ne peuvent excéder 1/4 du montant annuel du plafond prévu à l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale.

L'intéressement peut être apporté à un plan d'épargne si l'accord d'intéressement de l'entreprise ou du groupe en prévoit la possibilité. En ce cas, les primes d'intéressement sont exonérées de l'impôt sur le revenu, le versement correspondant devant être réalisé dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle elles sont dues par l'entreprise. Tous les apports volontaires pourront être effectués plusieurs fois par an. S'il y a intéressement, les versements devront se faire dans le délai de 15 jours rappelé ci-dessus.

Le montant des droits inscrits à un compte épargne-temps mentionné à l'article L. 227-1 et qui sont utilisés pour alimenter un plan d'épargne pour la retraite collectif défini à l'article L. 443-1-2 n'est pas pris en compte pour l'appréciation du plafond mentionné au premier alinéa. Il en est de même des droits utilisés pour alimenter un plan d'épargne d'entreprise, à condition qu'ils servent à l'acquisition de titres de l'entreprise ou d'une entreprise qui lui est liée au sens de l'article L. 444-3, ou de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières mentionnés aux articles L. 214-40 et L. 214-40-1 du code monétaire et financier. »

Le deuxième paragraphe intitulé « Versement volontaire » stipule dans son deuxième alinéa : « L'abondement listé ci-dessus pourra être majoré de 20 % après 5 années d'ancienneté du salarié. »

Cette phrase est remplacée par :

« L'abondement listé ci-dessus pourra être majoré de 20 % après 5 années d'ancienneté du salarié. Conformément aux dispositions de l'article L. 443-7 du code du travail qui limite le taux maximum d'abondement à 300 %, cette majoration ne peut s'appliquer au taux de 300 %. »

Le deuxième paragraphe intitulé « Versement volontaire » stipule dans son dernier alinéa : « Par ailleurs, l'abondement de l'employeur ne pourra être supérieur soit au plafond de 1 000 € ou 2 300 €. »

Afin de mettre à jour le contenu du texte en fonction de la législation en vigueur, cette phrase est remplacée par :

« Par ailleurs, l'abondement de l'employeur ne pourra être supérieur soit au plafond de 1 000 € ou de 2 575 € (soit 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale en 2007) en fonction des modalités arrêtées par l'entreprise. »

### 3. « 14. Dépôt de l'accord »

Afin de mettre le texte en conformité avec la législation en vigueur, ce paragraphe rédigé comme suit : « Le présent accord fera l'objet de dépôt et de publicité dans les conditions définies à l'article L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, tant auprès du directeur départemental du travail et de

l'emploi et de la formation professionnelle auquel les partenaires demanderont l'agrément, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Cergy-Pontoise. » est remplacé par :

« Le présent accord fera l'objet de dépôt et de publicité dans les conditions définies aux termes de l'article R. 132-1, alinéa 4, du code du travail en 2 versions, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique auprès des services centraux du ministre chargé du travail. »

Cet avenant portant modification de l'accord interprofessionnel du 22 janvier 2007 portant création d'un PEI sur le Val-d'Oise devra faire l'objet d'un dépôt selon les mêmes modalités que l'accord lui-même.

Fait à Saint-Ouen-l'Aumône, le 21 novembre 2007.

(Suivent les signatures.)